



MANIFESTE FÉMINISTE

26 JUIN 2021

EN FAVEUR DE L'AGENDA FÉMINISTE, CONTRE LES LOIS "TRANS"

La régression de la protection de nos droits en tant que femmes est malheureusement déjà une réalité indéniable. L'alliance entre patriarcat et capitalisme néolibéral contre les femmes en général, et contre le mouvement féministe en particulier, porte une atteinte criminelle, aussi bien dans notre pays que partout dans le monde, subvertissant toutes nos revendications et gangrénant notre système juridique.

Notre analyse est claire : ceux qui prétendaient être nos alliés et se qualifient de "gouvernement le plus féministe de l'histoire" remettent en cause l'agenda féministe pour lequel nous nous sommes battues au cours des 300 dernières années. Face à l'inaction complice de la présidence du gouvernement, le ministère de l'égalité a ignoré et méprisé le mouvement féministe, favorisant des lois contre les femmes. En outre, quelle que soit leur couleur politique, les parlements autonomes sont sournoisement utilisés pour transformer toutes les lois sur lesquelles ils ont des compétences, affaiblissant encore davantage la protection des femmes et accentuant la régression en matière de violences, de droits sexuels et reproductifs, ainsi que notre discrimination matérielle et symbolique dans tous les domaines, y compris en ce qui concerne les droits les plus fondamentaux des enfants et des adolescents.

Cela a conduit le mouvement féministe à descendre dans la rue aujourd'hui pour exiger des gouvernements, tant central que régionaux :

LE PLEIN RESPECT DE L'AGENDA FÉMINISTE, AVEC LA PARALYSATION ET L'ABROGATION DES LOIS TRANS.

Oui, de **toutes** les lois trans, car il s'agit de l'ensemble des réglementations qui remplacent la catégorie juridique "sexe" par "l'identité de genre". Un changement qui vise à être généralisé, par le biais des lois dites Trans, LGTBI et Zerolo, et à être introduit au Parlement, criminalisant les personnes qui, dans l'exercice de leur droit fondamental à la liberté d'expression, défendent l'utilisation des mots "femme", "mère" ou "vulve". Ou en imposant des amendes allant jusqu'à 150 000 euros pour une "mauvaise" utilisation des pronoms personnels. La liberté d'expression a déjà été restreinte dans d'autres endroits, comme en Écosse, où nous avons assisté, début juin, à l'arrestation et au procès de Marion Millar pour le simple fait d'avoir reproduit une banderole des suffragettes sur Twitter. Des femmes suffragettes.

Dans ce sens, nous demandons l'abrogation de toutes les réglementations -ou d'une partie d'entre elles- qui menacent les droits des femmes et des enfants, ainsi que les droits

fondamentaux et les libertés publiques, comme c'est le cas de la loi Rhodes (protection des enfants contre les violences), récemment approuvée, et de certaines dispositions de la loi Celáa (éducation), qui provoquent une confusion quant à l'obligation d'éduquer dans l'ÉGALITÉ, sans déformer son sens en invoquant la "diversité", comme c'est déjà le cas.

En outre, nous demandons l'abrogation des réglementations régionales trans, composées, entre autres, de 15 lois d'"autodétermination du genre", de 14 protocoles éducatifs et de 15 protocoles sanitaires, qui permettent, même en l'absence d'une loi étatique reconnaissant le droit à l'autodétermination du sexe, la mise en œuvre de politiques éducatives sexistes, la violation des droits des femmes sur la base du sexe (en permettant aux hommes d'accéder à nos espaces et en pervertissant les statistiques), ainsi que le traitement hormonal indiscriminé des enfants. Et ce malgré le fait que les pays qui nous entourent (comme le Royaume-Uni, la Suède ou la Finlande) et qui ont adopté des lois similaires, font marche arrière et interdisent l'utilisation des bloqueurs de puberté en raison de leurs effets secondaires irréversibles et nocifs.

Enfin, nous dénonçons et sommes indignées par l'utilisation de la législation transgenre qui permet aux violeurs et aux meurtriers d'entrer dans les prisons pour femmes. Nous ne pouvons pas ne pas mentionner le meurtre de Vanessa Santana à Fuerteventura, dont le violeur et meurtrier, Jonathan Robaina, s'est autodéclaré femme le premier jour du procès (trois jours seulement après l'approbation à l'unanimité de la loi trans au Parlement canarien). Si ce n'avait été par l'intervention de l'équipe d'experts médico-légaux, l'autoidentification comme femme du meurtrier, passant outre l'existence d'une dysphorie de genre, on aurait assisté une fois de plus au transfert d'un violeur et d'un féminicide dans un module pour femmes. Ceci sous la protection de l'Instruction 7/2006 et de la loi Trans 3/2007, avec la mise en danger, par conséquent, de l'intégrité des détenues. Le Ministère de l'Égalité et le reste du Gouvernement ont nié jusqu'à la nausée que, avec les lois transgenres, "Cela ne devait pas se produire"... mais c'est arrivé.

DANS CE SCÉNARIO, FACE À L'OFFENSIVE DIRIGÉE DEPUIS LES INSTITUTIONS CONTRE LES DROITS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION COMME FACE AUX DÉROBADES DU GOUVERNEMENT, CE #26J, LE MOUVEMENT FÉMINISTE REMPLIRA À NOUVEAU LES RUES DE DIGNITÉ, POUR RÉCLAMER :

→ **LA MODIFICATION ET L'EXTENSION DE LA LOI SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES** AVEC TOUS LES CAS DE FIGURE, PROTOCOLES, MESURES ET FONDS ADÉQUATS POUR LUTTER EFFECTIVEMENT CONTRE CES ABUS.

#PasUnedePlus #NiUnedeMoins #NousNousVoulonsVivantes #ContreLaViolenceMachiste #ContraLaViolenceVicair (il s'agit de toute genre de violence exercée contre les enfants avec le but de provoquer un dommage psychologique à la mère).

→ **L'APPROBATION D'UNE LOI ABOLITIONNISTE DE LA PROSTITUTION** QUI INTERDISE TOUT ACCÈS MERCANTIL AU SEXE DES FEMMES : UNE LOI DIGNE D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE QUI NE SE BORNE PAS À LA PERSÉCUTION DE L'EXPLOITATION SEXUELLE COMME LE FAIT LA LOI SUR LA TRAITE QUI SERA DÉBATTUE PROCHAINEMENT AU CONGRÈS DES DÉPUTÉS.

#LoiAbolicionisteMaintenant
#AbolitionPornographie
#LaViolationN'estPasUneFiction

#ContreLeSystemeProstitutionnel
#Prostitution=Esclavage

#AbolitionProstitution
#NiSexeNiTravail

→ **L'ABROGATION DE L'INSTRUCTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE QUI PERMET L'ENREGISTREMENT EN ESPAGNE DES BÉBÉS NÉS DE L'EXPLOITATION REPRODUCTIVE DE FEMMES PAUVRES D'AUTRES PAYS.**

#STOPMaternitéDeSubstitution #STOPtraficdebébés #STOPtraficd'ovules
#NousneSommespasDesRécipients #NonAL'ExploitationReproductive

→ **LA FIN DU PROCESSUS LÉGISLATIF DES LOIS " TRANS " QUI EFFACENT LES FEMMES ET DÉTRUISENT LEURS DROITS, AINSI QUE CEUX DES ENFANTS, DES TRANSSEXUELS ET DES PERSONNES SOUFFRANT DE DYSPHORIE.** DE MÊME, NOUS DEMANDONS L'ABROGATION DE TOUS LES ARTICLES QUI INTRODUISENT L'AGENDA QUEER DANS NOTRE SYSTÈME JURIDIQUE.

#NonLoisTrans #NonAutoIDGenre #SexeN'EstPasGenre #LoisTrans=Misoginie
#ÊtreFemmeN'estPasUnSentiment #NonAL'HormonationetLaMutilationDeMineures
#PasToucheAl'Enfance #StopModesCriminelles

Enfin, nous dénonçons **LE PACTE DU SILENCE QUI CENSURE LES VOIX CRITIQUES DES FÉMINISTES** ET DE NOMBREUX D'EXPERTS DANS LES MÉDIAS, **QUI LE PLUS SOUVENT SONT EN CONNIVENCE AVEC UN AGENDA QUEER**, FINANCÉ PAR LES LOBBIES PHARMACEUTIQUES et GRANDES CORPORATIONS INTERNATIONALES.

Femmes, camarades, sœurs, le féminisme est en marche et l'histoire nous a montré que la lutte est utile et essentielle. Un fait que nous avons eu l'occasion de constater à nouveau et récemment en apprenant la décision du Tribunal d'Appel en faveur de Maya Forstater, un an et demi après qu'elle ait été licenciée du Centre pour le Développement Mondial au Royaume-Uni, pour avoir tweeté et écrit sur les conséquences de l'autodétermination des sexes pour les droits des femmes.

CE #26J

LE MOUVEMENT FÉMINISTE ÉLÈVE UNE FOIS DE PLUS SA VOIX CENTENAIRE POUR LE PROCLAMER:

#IlsNeNousFerontPasTaire

#IlsNeNousEffacerontPas

#NoPassaran

PARCE QUE, ENSEMBLE, NOUS SOMMES INVINCIBLES, NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT POUR CONQUÉRIR NOTRE LIBERTÉ:

VIVE LA LUTTE DES FEMMES !

VIVE LA LUTTE FÉMINISTE !